



RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 12/03/2024

Reçu en préfecture le 12/03/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240312-24_A_SE_0239-AR

S2LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0239

du **12 MARS 2024**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Portant modification du solde de la dotation 2023 initialement fixé par l'arrêté n°2024-A-DGAS-DA-SE-0205 du 23 février 2024 et relatif au Complément de Traitement Indiciaire (CTI) au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère pour les interventions réalisées par le CCAS de Bonnes en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-009 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Bonnes ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0186 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Bonnes ;

VU l'arrêté n° 2024-A-DGAS-DA-SE-0205 du 23 février 2024 portant fixation du solde de la dotation 2023 concernant le Complément de Traitement Indiciaire (CTI) au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère ;

CONSIDERANT une erreur constatée dans l'arrêté 2023-A-DGAS-DA-SE-0205 pour laquelle le Département n'a pas encore engagé la somme due ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le solde de la dotation est de 1 249,05 € qu'il convient de verser au titre de 2024.

Pour rappel, dans le cadre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2023 avait été allouée au CCAS de Bonnes pour un montant de 9 688 € correspondant à 2,94 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 4 644 heures APA, PCH et Aide-Ménagère. Cette dotation a été versée à hauteur de 80 %, soit 7 750, 65 €.

Les données réelles ont été remontées par le CCAS de Bonnes le 19 janvier 2024, le nombre d'ETP était 2, 62 ETP pour 4 712 heures, soit 8 999,70 €.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr.

Fait à POITIERS, le 12 MARS 2024

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON